

Une accélération de l'économie française

Le PIB accélère en 2017, augmentant de 2,3 % en volume (après +1,1 % en 2016 et en 2015) [tableau 1]. Les dépenses de consommation des ménages ralentissent (+1,4 %, après +1,8 % en 2016) mais la formation brute de capital fixe, qui mesure l'investissement, poursuit sa hausse en 2017 (+4,7 %, après +2,7 % en 2016 et +1,0 % en 2015). La contribution des échanges extérieurs à la croissance du PIB en volume est neutre en 2017, la hausse des exportations étant identique à celle des importations (+3,9 %). En 2017, le PIB progresse de 2,7 % en valeur (après +1,6 % en 2016 et +2,3 % en 2015) [graphique 1].

Un marché du travail plus dynamique

Le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT)¹ baisse en 2017, s'élevant à 9,4 % en moyenne annuelle en France (après 10,1 % en 2016). Au 4^e trimestre 2017, il s'établit à 9,0 %, en baisse de 1,0 point par rapport au 4^e trimestre 2016.

En France (hors Mayotte), le taux d'emploi au sens du BIT est plus dynamique en 2017, augmentant de 0,2 point en moyenne annuelle (après +0,1 point en 2016). Il s'établit à 51,1 % au 4^e trimestre 2017, en hausse de 0,6 point par rapport au 4^e trimestre 2016.

Une légère reprise de l'inflation

En 2017, les prix à la consommation (hors tabac) accélèrent de nouveau. L'inflation s'établit à 1,0 % en moyenne annuelle (tableau 2), après +0,2 % en 2016 et une inflation nulle en 2015, compte tenu notamment d'un rebond des prix de l'énergie. L'inflation retrouve ainsi un niveau légèrement supérieur à celui de 2013.

L'amélioration de la conjoncture économique tend à dynamiser la masse salariale

Dans ce contexte d'amélioration de l'emploi, la croissance de la masse salariale du secteur privé est de nouveau plus dynamique en 2017 : +3,6 %, après +2,4 % en 2016. Elle constitue le principal déterminant de la croissance des cotisations sociales, première ressource de la protection sociale (voir fiche 9). Cette accélération est portée à la fois par la hausse de l'emploi (+1,9 %, après +1,1 % en 2016) [tableau 2] et par la progression du salaire moyen par tête (+1,7 %, après +1,4 % en

2016). Ce dernier est en partie porté par la revalorisation du smic, de 0,9 % en 2017 (après +0,6 % en 2016).

La croissance des prestations servies aux ménages reste modérée

Les revalorisations annuelles des prestations de protection sociale (montants versés et paramètres de calcul des droits, comme les plafonds de ressources par exemple) se différencient par leurs modes de calcul, par les indices de référence retenus, mais également par la date à laquelle elles interviennent. La grande majorité des prestations sociales (prestations familiales, pensions de retraite et d'invalidité, prime d'activité, etc.) est revalorisée en fonction de l'inflation, afin de garantir le pouvoir d'achat des ménages. À compter de 2016, les revalorisations annuelles sont effectuées, conformément à l'article L. 161-25 du Code de la Sécurité sociale, par application d'un coefficient égal à l'évolution moyenne annuelle des prix à la consommation, hors tabac, calculée sur les douze derniers indices mensuels publiés par l'Insee l'avant-dernier mois qui précède la date de revalorisation des prestations concernées. En 2017, du fait de la légère reprise de l'inflation, l'évolution de la base mensuelle des allocations familiale et celle des pensions de retraite augmentent à un rythme un peu plus élevé (respectivement +0,3 % en 2017, après +0,1 % en 2016, pour la BMAF [base mensuelle des allocations familiales], et +0,2 %, après 0,1 % en 2016, pour les retraites). Ces évolutions modérées contribuent à nouveau en 2017 à contenir la croissance des prestations de protection sociale versées aux ménages (+1,8 %, comme en 2016).

La situation économique en 2018

En 2018, selon des données provisoires de l'Insee, la croissance du PIB est moins dynamique qu'en 2017 (+1,7 % en volume au prix de l'année précédente, soit +2,5 % en valeur). Le taux de chômage au sens du BIT s'élève à 9,1 % en moyenne annuelle. Les dépenses de consommation des ménages continuent de ralentir (+0,9 % en volume au prix de l'année précédente). La masse salariale reste dynamique (+3,5 %), en raison notamment des améliorations combinées de l'emploi et des salaires. L'évolution des prix hors tabac poursuit sa hausse et atteint 1,8 %.

1. Un chômeur au sens du BIT est une personne sans emploi en âge de travailler (âgée de 15 ans ou plus) qui n'a pas travaillé au cours de la semaine de référence, disponible pour travailler dans les deux semaines et qui a entrepris des démarches actives de recherche d'emploi dans le mois précédent (ou qui a trouvé un emploi qui commence dans les trois prochains mois).

Pour en savoir plus

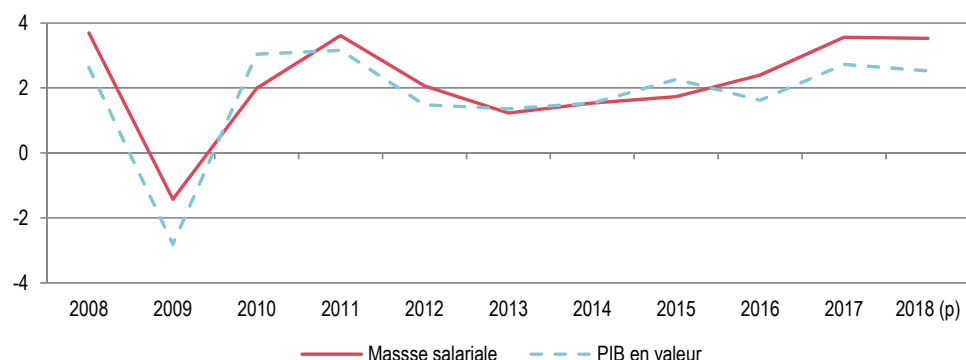
- > Berthier D., Debauche E., Meinzel P. (2018). Les Comptes de la Nation en 2017. Insee, *Insee Première*, 1697.
- > Aeberhardt L., Laurent T., Montornès J. (2019). Les Comptes de la Nation en 2018. Insee, *Insee Première*, 1754.

Tableau 1 Le PIB et ses composantes en France

Évolutions en volume aux prix de l'année précédente en %, montants en milliards d'euros

	Evolution en volume aux prix de l'année précédente			Valeur	
	16/15	17/16	18(p)/17	2017	2018 (p)
Produit intérieur brut (PIB)	1,1	2,3	1,7	2 295	2 353
Importations	2,9	3,9	1,2	732	756
Consommation des ménages	1,8	1,4	0,9	1 191	1 220
Consommation de administrations publiques	0,4	1,1	0,9	188	191
Formation brute de capital fixe	2,7	4,7	2,8	516	538
Exportations	1,8	3,9	3,5	707	737

(p) : données provisoires.

Lecture > Le produit intérieur brut (PIB) augmente de 2,3 % en volume en 2017. En valeur, le PIB s'élève à 2 295 milliards d'euros en 2017.**Source** > Insee, CNA.**Graphique 1** Évolutions du PIB et de la masse salariale du secteur privé*Évolutions en % des agrégats en valeur*

(p) : données provisoires.

Sources > Insee, CNA ; Acoess.**Tableau 2** Taux d'évolution des principales grandeurs macroéconomiques et des indices de revalorisation*En % d'évolution de la moyenne annuelle*

	2015	2016	2017	2018 (p)
Masse salariale privée	1,7	2,4	3,6	3,5
Emploi (effectifs moyens)	0,3	1,1	1,9	1,4
Salaire moyen par tête (SMPT)	1,6	1,4	1,7	2,0
Indice de prix hors tabac (inflation)	0,0	0,2	1,0	1,8
Smic	0,8	0,6	0,9	1,2
Revalorisation des pensions	0,0	0,1	0,2	0,6
Revalorisation de la base mensuelle des allocations familiales (BMAF)	0,1	0,1	0,3	0,8

(p) : données provisoires.

Sources > Insee ; Acoess ; CNAF.